

CRC – 025M
C.P. – Égalité
entre les femmes
et les hommes



SOMMAIRE DU MÉMOIRE COLLECTIF

PRÉSENTÉ PAR LES ONZE FEMMESSOR DU QUÉBEC

DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES ET AUDITIONS PUBLIQUES

**VERS UN DEUXIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL
POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES :
L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ
COMME STRATÉGIE À L'ATTEINTE DE L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME**

JANVIER 2011

SOMMAIRE

L'entrepreneuriat féminin affiche une croissance exponentielle au Canada et au Québec. Force est de constater que les femmes font désormais partie du visage économique québécois et qu'elles continueront de le faire avec détermination si elles sont accompagnées adéquatement, si elles ont accès à du financement, si elles bénéficient de mentorat et de coaching et si elles élargissent leur réseau d'affaires. Elles ont la passion d'entreprendre des projets d'affaires et elles veulent participer activement aux défis des prochaines années.

Les femmes portent des valeurs entrepreneuriales différentes; leurs notions du succès, leurs motivations pour entreprendre des projets et leur style de gestion se distinguent de ceux de leurs collègues masculins. Elles se concentrent dans les secteurs plus traditionnels du commerce de détail et des services. Leurs entreprises sont plus jeunes, mais elles démarrent à un âge plus avancé que les hommes. Elles sont à construire leurs expériences et ont besoin de modèles de réussite féminins. Enfin, les femmes entrepreneures portent majoritairement le défi de la conciliation travail/famille. L'accès au crédit pour les femmes est relativement récent dans l'histoire du Québec, le financement de leur projet s'avère donc plus complexe. Malgré cela, ces dernières réussissent à tirer leur épingle du jeu en démontrant des habitudes de remboursement exemplaire auprès de leurs bailleurs de fonds.

Les FEMMESSOR offrent aux femmes entrepreneures une structure qui est adaptée à leurs besoins spécifiques. Cette structure permet non seulement de stimuler l'éclosion d'entreprises détenues par les femmes, mais permet également à celles-ci de passer le cap crucial de la première année et par conséquent, contribue à la pérennité d'entreprises. Les FEMMESSOR du Québec, de par le travail qu'ils effectuent, participent activement à faire en sorte que l'égalité de droit devienne une égalité de fait.

Les entrepreneures du Québec ont résolument le vent dans les voiles avec un taux de croissance de 102 %. Cette importante croissance démontre qu'un Québec créatif ne peut se passer des initiatives entrepreneuriales féminines. En ce sens, le deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes doit assurément inclure l'entrepreneuriat féminin parmi ses stratégies.

Le réseau FEMMESSOR - Réussir en affaires a développé au fil des années une expertise reconnue de ses pairs et démontre des résultats concluants dans l'accompagnement de ses clientes. Les FEMMESSOR souhaitent participer activement aux réflexions en amont du deuxième plan d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Convaincus d'être des acteurs incontournables de ce secteur d'activités, ceux-ci veulent mettre à profit leur expertise à l'atteinte de l'égalité femme-homme.

Ce mémoire met en lumière les résultats des FEMMESSOR, expose les raisons pour lesquelles les femmes deviennent entrepreneures et démontrent que les services de nos organisations répondent à plusieurs orientations proposées dans le cahier de consultation du deuxième plan d'action. Notons :

- L'orientation 1 - Pour la promotion de modèles et de comportements égalitaires
- L'orientation 2 - Vers l'égalité économique entre les femmes et les hommes
- L'orientation 3 - Vers une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles
- L'orientation 6 - Vers une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles
- La régionalisation de l'action gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

1. Étude majeure dressant le portrait de l'entrepreneuriat féminin

Que le MCCCCF soutienne la mise en place d'un observatoire sur l'entrepreneuriat féminin dans les différentes régions du Québec afin de :

- tracer le portrait des entrepreneures;
- cerner les besoins d'accompagnement en fonction des secteurs d'activités;
- orienter le développement de politiques publiques et du soutien de l'entreprise privée;
- développer l'expertise des accompagnateurs et formateurs;
- développer un centre de recherche spécialisé;
- proposer des plans de développement;
- regrouper des données et statistiques.

2. Financement de base des FEMMESSOR

Que le MCCCCF, en collaboration avec le MDEIE, soutienne la totalité du financement de base des FEMMESSOR pour une période de cinq ans afin que ces organismes puissent mener à bien les mandats qui leur sont confiés.

3. Développement du réseau des FEMMESSOR

Que le MCCCCF, en collaboration avec le MDEIE, poursuive et accélère le développement du réseau des FEMMESSOR comme outil de développement économique et comme stratégie à l'atteinte de l'égalité économique entre les femmes et les hommes.

4. Faciliter l'investissement de donateurs privés

Que le MCCCCF appuie les démarches des FEMMESSOR auprès des instances gouvernementales afin que soit accordé aux donateurs privés des FEMMESSOR un incitatif fiscal tel :

- un crédit d'impôt;
- une mesure similaire au Fonds d'investissement en région (FIER);
- toute autre forme à convenir.

5. La relève entrepreneuriale c'est aussi une affaire de femmes

Que le MCCCCF supporte les organismes de soutien à l'entrepreneuriat féminin pour qu'ils développent des services spécifiques à la relève.

6. Promotion de créneaux novateurs et non traditionnels

Que le MDEIE finance les activités de promotion de créneaux novateurs et non traditionnels pour les femmes entrepreneures. De telles activités pourraient ainsi voir le jour :

- réaliser un projet de suivi des étudiantes en formation professionnelle et technique dans les formations considérées comme traditionnellement masculines;
- organiser une activité annuelle portant sur la diversification professionnelle des filles et des femmes (concours, séminaire, colloque);
- mettre en place un programme adapté aux femmes désireuses d'accéder à l'entrepreneuriat dans le domaine des technologies innovantes;
- sensibiliser les entrepreneures potentielles aux possibilités d'affaires de divers secteurs d'activités dans lesquels les femmes ont été moins présentes, notamment ceux de la nouvelle économie;
- favoriser un plus grand recours aux nouvelles technologies, notamment par la création d'un intranet des professionnelles.

7. Mise en place d'ententes spécifiques sur l'entrepreneuriat féminin dans toutes les régions

Que le MCCCCF amorce la mise en place d'ententes spécifiques sur l'entrepreneuriat féminin pour toutes les régions du Québec portant sur les aspects suivants :

- promotion de l'entrepreneuriat féminin;
- soutien à la formation des entrepreneures;
- amélioration de l'accessibilité au financement;
- promotion des créneaux novateurs;
- conciliation des responsabilités familiales et professionnelles;
- entrepreneuriat et groupes cibles : jeunes, baby-boomers, groupes culturels;
- renforcement des activités de réseautage;
- veille stratégique québécoise de l'entrepreneuriat féminin.



MÉMOIRE COLLECTIF

PRÉSENTÉ PAR LES ONZE FEMMESSOR DU QUÉBEC

DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES ET AUDITIONS PUBLIQUES

**VERS UN DEUXIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL
POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES :
L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ
COMME STRATÉGIE À L'ATTEINTE DE L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME**

JANVIER 2011

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	ii
SOMMAIRE	iii
INTRODUCTION	1
1. Présentation de FEMMESSOR.....	2
1.1. État de l’offre de service des FEMMESSOR	2
1.2. Retombées	3
2. FEMMESSOR : État de la situation.....	4
2.1. Historique	4
2.2. Résultat du réseau FEMMESSOR	5
2.3. Rapport d’évaluation des FEMMESSOR (ORSEF)	8
3. L’entrepreneuriat féminin	9
3.1. L’entrepreneuriat féminin au Canada.....	9
3.2. L’entrepreneuriat féminin au Québec	9
3.3. Raisons poussant les femmes à devenir entrepreneures.....	10
4. L’entrepreneuriat féminin et FEMMESSOR comme stratégie à l’atteinte de l’égalité femme/homme	13
4.1. Orientation 1 - Pour la promotion de modèles et de comportements égalitaires.....	13
4.2. Orientation 2 - Vers l’égalité économique entre les femmes et les hommes.....	13
4.3. Orientation 3 - Vers une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles	14
4.4. Orientation 6 - Vers une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles.....	14
4.5. Régionalisation de l’action gouvernementale en matière d’égalité entre les femmes et les hommes	14
5. Nos priorités	16
5.1. Étude majeure dressant le portrait de l’entrepreneuriat féminin des différentes régions.....	16
5.2. Financement de base des FEMMESSOR	16
5.3. Développement du réseau des FEMMESSOR	17
5.4. Faciliter l’investissement de donateurs privés	18
5.5. La relève entrepreneuriale, c’est aussi une affaire de femmes.....	18
5.6. Promotion de créneaux novateurs et non traditionnels	19
5.7. Recommandation finale	20
ANNEXE I - Le soutien à l’entrepreneuriat féminin dans le monde	21
ANNEXE II - Membres des conseils d’administration des FEMMESSOR	24
BIBLIOGRAPHIE	35

SOMMAIRE

L'entrepreneuriat féminin affiche une croissance exponentielle au Canada et au Québec. Force est de constater que les femmes font désormais partie du visage économique québécois et qu'elles continueront de le faire avec détermination si elles sont accompagnées adéquatement, si elles ont accès à du financement, si elles bénéficient de mentorat et de coaching et si elles élargissent leur réseau d'affaires. Elles ont la passion d'entreprendre des projets d'affaires et elles veulent participer activement aux défis des prochaines années.

Les femmes portent des valeurs entrepreneuriales différentes; leurs notions du succès, leurs motivations pour entreprendre des projets et leur style de gestion se distinguent de ceux de leurs collègues masculins. Elles se concentrent dans les secteurs plus traditionnels du commerce de détail et des services. Leurs entreprises sont plus jeunes, mais elles démarrent à un âge plus avancé que les hommes. Elles sont à construire leurs expériences et ont besoin de modèles de réussite féminins. Enfin, les femmes entrepreneures portent majoritairement le défi de la conciliation travail/famille. L'accès au crédit pour les femmes est relativement récent dans l'histoire du Québec, le financement de leur projet s'avère donc plus complexe. Malgré cela, ces dernières réussissent à tirer leur épingle du jeu en démontrant des habitudes de remboursement exemplaire auprès de leurs bailleurs de fonds.

Les FEMMESSOR offrent aux femmes entrepreneures une structure qui est adaptée à leurs besoins spécifiques. Cette structure permet non seulement de stimuler l'éclosion d'entreprises détenues par les femmes, mais permet également à celles-ci de passer le cap crucial de la première année et par conséquent, contribue à la pérennité d'entreprises. Les FEMMESSOR du Québec, de par le travail qu'ils effectuent, participent activement à faire en sorte que l'égalité de droit devienne une égalité de fait.

Les entrepreneures du Québec ont résolument le vent dans les voiles avec un taux de croissance de 102 %. Cette importante croissance démontre qu'un Québec créatif ne peut se passer des initiatives entrepreneuriales féminines. En ce sens, le deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes doit assurément inclure l'entrepreneuriat féminin parmi ses stratégies.

Le réseau *FEMMESSOR - Réussir en affaires* a développé au fil des années une expertise reconnue de ses pairs et démontre des résultats concluants dans l'accompagnement de ses clientes. Les FEMMESSOR souhaitent participer activement aux réflexions en amont du deuxième plan d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Convaincus d'être des acteurs incontournables de ce secteur d'activités, ceux-ci veulent mettre à profit leur expertise à l'atteinte de l'égalité femme-homme.

Ce mémoire met en lumière les résultats des FEMMESSOR, expose les raisons pour lesquelles les femmes deviennent entrepreneures et démontrent que les services de nos organisations répondent à plusieurs orientations proposées dans le cahier de consultation du deuxième plan d'action. Notons :

- L'orientation 1 - Pour la promotion de modèles et de comportements égalitaires
- L'orientation 2 - Vers l'égalité économique entre les femmes et les hommes
- L'orientation 3 - Vers une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles
- L'orientation 6 - Vers une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles
- La régionalisation de l'action gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

1. Étude majeure dressant le portrait de l'entrepreneuriat féminin

Que le MCCCCF soutienne la mise en place d'un observatoire sur l'entrepreneuriat féminin dans les différentes régions du Québec afin de :

- tracer le portrait des entrepreneures;
- cerner les besoins d'accompagnement en fonction des secteurs d'activités;
- orienter le développement de politiques publiques et du soutien de l'entreprise privée;
- développer l'expertise des accompagnateurs et formateurs;
- développer un centre de recherche spécialisé;
- proposer des plans de développement;
- regrouper des données et statistiques.

2. Financement de base des FEMMESSOR

Que le MCCCCF, en collaboration avec le MDEIE, soutienne la totalité du financement de base des FEMMESSOR pour une période de cinq ans afin que ces organismes puissent mener à bien les mandats qui leur sont confiés.

3. Développement du réseau des FEMMESSOR

Que le MCCCCF, en collaboration avec le MDEIE, poursuive et accélère le développement du réseau des FEMMESSOR comme outil de développement économique et comme stratégie à l'atteinte de l'égalité économique entre les femmes et les hommes.

4. Faciliter l'investissement de donateurs privés

Que le MCCCCF appuie les démarches des FEMMESSOR auprès des instances gouvernementales afin que soit accordé aux donateurs privés des FEMMESSOR un incitatif fiscal tel :

- un crédit d'impôt;
- une mesure similaire au Fonds d'investissement en région (FIER);
- toute autre forme à convenir.

5. La relève entrepreneuriale c'est aussi une affaire de femmes

Que le MCCCCF supporte les organismes de soutien à l'entrepreneuriat féminin pour qu'ils développent des services spécifiques à la relève.

6. Promotion de créneaux novateurs et non traditionnels

Que le MDEIE finance les activités de promotion de créneaux novateurs et non traditionnels pour les femmes entrepreneures. De telles activités pourraient ainsi voir le jour :

- réaliser un projet de suivi des étudiantes en formation professionnelle et technique dans les formations considérées comme traditionnellement masculines;
- organiser une activité annuelle portant sur la diversification professionnelle des filles et des femmes (concours, séminaire, colloque);
- mettre en place un programme adapté aux femmes désireuses d'accéder à l'entrepreneuriat dans le domaine des technologies innovantes;
- sensibiliser les entrepreneures potentielles aux possibilités d'affaires de divers secteurs d'activités dans lesquels les femmes ont été moins présentes, notamment ceux de la nouvelle économie;
- favoriser un plus grand recours aux nouvelles technologies, notamment par la création d'un intranet des professionnelles.

7. Mise en place d'ententes spécifiques sur l'entrepreneuriat féminin dans toutes les régions

Que le MCCCCF amorce la mise en place d'ententes spécifiques sur l'entrepreneuriat féminin pour toutes les régions du Québec portant sur les aspects suivants :

- promotion de l'entrepreneuriat féminin;
- soutien à la formation des entrepreneures;
- amélioration de l'accessibilité au financement;
- promotion des créneaux novateurs;
- conciliation des responsabilités familiales et professionnelles;
- entrepreneuriat et groupes cibles : jeunes, baby-boomers, groupes culturels;
- renforcement des activités de réseautage;
- veille stratégique québécoise de l'entrepreneuriat féminin.

INTRODUCTION

C'est avec un grand intérêt que les FEMMESSOR du Québec se sont mobilisés en vue de participer activement aux réflexions proposées par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF) dans le cadre de consultations particulières sur l'égalité entre les femmes et les hommes dont le double objectif est de faire le point sur les actions gouvernementales et de contribuer à l'élaboration du deuxième plan d'action qui assurera la poursuite des objectifs de la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*.

Pour développer ce mémoire, un comité de travail s'est penché sur les différents écrits touchant à l'entrepreneuriat en général, et à l'entrepreneuriat féminin de façon plus spécifique. Aussi, une réflexion particulière s'est articulée autour du double rôle de nos organismes en matière d'égalité femme/homme dans les milieux décisionnels. En ce sens, FEMMESSOR est fier de contribuer activement à l'atteinte de l'égalité femmes/homme par le biais de l'entrepreneuriat féminin et est motivé à participer à ce grand chantier où tous les partenaires sont invités à s'exprimer.

FEMMESSOR croit qu'une politique globale pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes est nécessaire. Ainsi, celle-ci doit inclure les partenaires œuvrant dans les domaines tant économique, social que culturel. Résolument tournés vers le développement économique de leurs régions respectives, les FEMMESSOR contribuent, par leurs actions, à l'atteinte de l'autonomie financière des femmes, ainsi qu'à la parité femme/homme dans le milieu des affaires et aux instances dirigeantes. De plus, sachant que l'entrepreneuriat féminin est en très forte croissance au Québec, au Canada et partout dans le monde, il importe que le Québec se positionne comme un leader de soutien à cette filière.

Ce mémoire présente les services et la mission des FEMMESSOR et l'état de la situation de nos organisations. Il explique également les raisons poussant les femmes à se lancer en affaires et répond aux différentes orientations du cahier de consultation menant au deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Un bref retour est également effectué sur le rapport d'évaluation des ORSEF réalisé par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) suivi d'un résumé de la situation de l'entrepreneuriat féminin au Canada, au Québec et ailleurs dans le monde. Enfin, une série de recommandations est mise de l'avant pour aider à la réflexion.

1. PRÉSENTATION DE FEMMESSOR

FEMMESSOR – Réussir en affaires

Autrefois appelés ORSEF, les FEMMESSOR du Québec sont des organismes de développement économique voués à l'entrepreneuriat féminin implantés dans 11 des 17 régions du Québec. Financés par le MDEIE en partenariat avec Filaction, ils interviennent à tous les stades de l'évolution d'une entreprise (démarrage, acquisition, expansion et consolidation d'entreprise), dans tous les secteurs d'activités et s'adressent à tous les groupes d'âge.

Les organismes ont pour mandat de faire la promotion de l'entrepreneuriat féminin, d'offrir des services de réseautage, de formation, de coaching, de mentorat, de référencement et de financement aux femmes qui détiennent plus de 50 % de la propriété de leur entreprise et cela, peu importe le niveau de développement, le secteur d'activité et l'âge de la promotrice.

Leur positionnement, en complémentarité aux autres ressources, a permis à plusieurs femmes de réaliser leur projet de démarrage ou d'expansion d'entreprise. Nous pouvons affirmer, d'ores et déjà, que l'accompagnement différencié selon le genre ainsi que les fonds disponibles correspondent aux besoins spécifiques des entrepreneures du Québec.

1.1. ÉTAT DE L'OFFRE DE SERVICE DES FEMMESSOR

Voies d'accès équitables et privilégiées au monde des affaires, les FEMMESSOR s'engagent à soutenir les femmes d'affaires qui participent au développement économique de leur région. Dans cette optique, les FEMMESSOR ont reçu les mandats suivants du MDEIE :

- faciliter l'accès des femmes au financement de leur entreprise;
- soutenir l'acquisition, le démarrage, l'expansion et la consolidation des entreprises détenues majoritairement par des femmes;
- contribuer à l'atteinte de l'autonomie financière et sociale des femmes;
- contribuer à la création d'emplois durables et diversifiés;
- offrir des services qui répondent aux besoins spécifiques des entrepreneures;
- faire la promotion de l'entrepreneuriat féminin;
- offrir des activités de formation et de réseautage aux entrepreneures.

Les services :

- accompagnement personnalisé;
- financement adapté;
- formation et activités;
- réseautage.

LES SERVICES DE FEMMESSOR

Financement

Financé conjointement par le MDEIE et Filaction, le portefeuille d'investissement des FEMMESSOR propose à ses clientes un financement adapté aux besoins de leur entreprise sous forme de prêt conventionnel, et ce, pour tous les secteurs d'activités.

Réseautage

Afin de favoriser l'élargissement du réseau de contacts des femmes d'affaires et la croissance de leur clientèle, les FEMMESSOR organisent des activités de réseautage.

Formation

Dans le but de parfaire les compétences et connaissances des entrepreneures et de répondre à leurs besoins spécifiques, les FEMMESSOR coordonnent des ateliers, des conférences et des formations adaptées aux besoins exprimés par leur clientèle.

Accompagnement

Pour appuyer les démarches de démarrage, d'acquisition ou d'expansion des entrepreneures, les FEMMESSOR offrent un service d'accompagnement individuel ou de mentorat sur mesure. Cet accompagnement s'opère à plusieurs niveaux :

- évaluation des besoins;
- démarches de financement;
- accès à des outils de gestion;
- soutien technique;
- expertise-conseil;
- orientation vers d'autres organismes;
- suivi.

Pour en connaître davantage sur les services des différents FEMMESSOR, visitez le site web suivant : www.femmessor.com

1.2. RETOMBÉES

FEMMESSOR vise l'augmentation du nombre de femmes entrepreneures, l'augmentation du réseautage et du marrainage entre les entrepreneures, l'accroissement des partenariats entre les entrepreneures et le milieu, l'amélioration du taux de survie des entreprises détenues par des femmes, l'accroissement de la visibilité des entrepreneures dans le milieu, l'atteinte de l'autonomie économique et sociale des femmes, la participation active des femmes au développement économique régional, la création et le maintien d'emplois durables et diversifiés, le développement d'une culture entrepreneuriale féminine et l'équité homme-femme, notamment en fonction de l'accessibilité au financement.

2. FEMMESSOR : ÉTAT DE LA SITUATION

2.1. HISTORIQUE

Les organismes régionaux de soutien à l'entrepreneuriat féminin (ORSEF) sont financés par le MDEIE. Le fonds d'investissement est capitalisé par le MDEIE, auquel Filaction contribue sous forme de prêts. De plus, notons que la mise en place de la dernière vague des ORSEF est le fruit d'une entente interministérielle avec le MCCCCF dans le cadre du premier plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Phénomène relativement nouveau dans l'histoire du Québec, l'entrepreneuriat féminin commence à peine à prendre son essor dans le monde des affaires. Il faut se rappeler que jusqu'au début des années 60, les activités entrepreneuriales des femmes étaient vues comme « le prolongement de leurs responsabilités familiales dans un esprit de collaboration avec leur conjoint¹ ».

C'est à la suite du rapport intitulé « Entreprendre au féminin » (novembre 1997) et dans la foulée du FIEF Côte-Nord (ancêtre des ORSEF) que l'histoire des organismes régionaux de soutien à l'entrepreneuriat féminin a débuté. Le rapport faisait les constats suivants :

- seulement le tiers des entrepreneurs au Québec sont des femmes;
- le revenu annuel des femmes entrepreneures est plus faible que celui des travailleuses salariées et des hommes d'affaires;
- les entrepreneures se concentrent dans des secteurs d'activités traditionnellement féminins (commerce de détail, services, etc.) rendant difficile l'accès au financement;
- les entrepreneures manquent d'expérience et ont peu de modèles présentés;
- la conciliation travail/famille rend difficile la participation à des activités de réseautage.

Depuis leur création, les FEMMESSOR du Québec ont maintes fois fait la preuve du rôle constructif et essentiel qu'elles jouent non seulement dans le développement économique, mais aussi dans l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes partout au Québec. À cet effet, soulignons que le 3 mars 2010, lors du gala du Prix Égalité, les membres fondateurs d'Investissement Femmes Montréal (Femmessor – Montréal aujourd'hui) ont été honorés par la remise du prix Égalité économique décerné par le MCCCCF.

En partenariat avec les ressources locales et régionales, les pouvoirs publics et divers partenaires des milieux d'affaires, syndicaux, communautaires et institutionnels, les FEMMESSOR ont mobilisé les acteurs, réuni des fonds et mis en œuvre des services d'accompagnement, de financement et de promotion de l'entrepreneuriat féminin.

Faisant maintenant partie d'un paysage économique québécois créatif qui ne saurait se passer des initiatives entrepreneuriales féminines, les onze ORSEF se sont dotés de l'appellation commune FEMMESSOR – RÉUSSIR EN AFFAIRES afin d'unifier leurs actions et de faciliter leur reconnaissance et leur accessibilité auprès des femmes entrepreneures. Parallèlement à l'adoption d'un nominal commun, les onze

1. SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, Gouvernement du Québec « Un avenir à partager : La politique en matière de condition féminine. », 1993

FEMMESSOR se sont créé un réseau afin de faciliter leur concertation et leur positionnement dans le développement économique du Québec.

Les onze FEMMESSOR constituent dorénavant un réseau proactif dont les initiatives favorisent l'égalité économique des femmes. Seule mesure de développement économique de la politique Égalité du gouvernement du Québec, ils s'inscrivent, de plus, dans l'axe d'intervention du MDEIE qui est de renouveler la base entrepreneuriale du Québec, entre autres, par le soutien de l'entrepreneuriat auprès de clientèles spécifiques.

2.2. RÉSULTAT DU RÉSEAU FEMMESSOR

Gouvernés par plus de 150 femmes de toutes les régions dont une majorité de femmes d'affaires bien établies, les FEMMESSOR ont, à leur tour, soutenu des entreprises à travers le Québec dont voici les principaux résultats au 30 septembre 2010 :

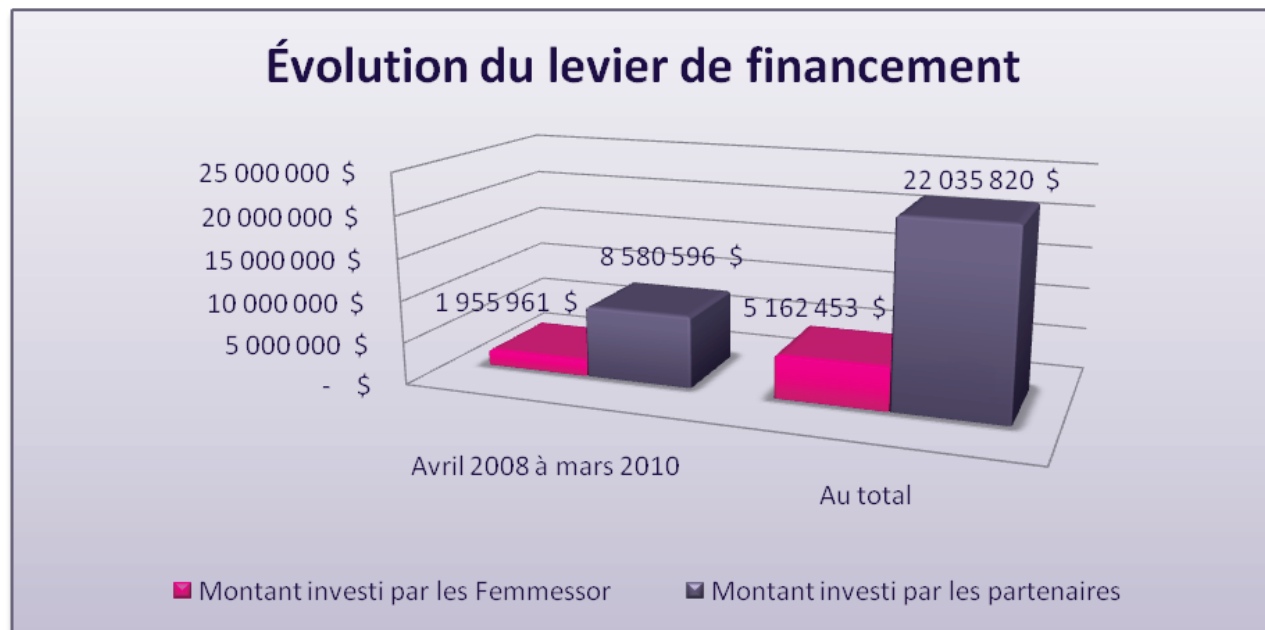
- 5 700 000 \$ répartis en 363 prêts;
- 1 162 emplois créés et maintenus;
- 1 700 entrepreneures ayant bénéficié de leurs services;
- 374 activités de promotion, de formation, de réseautage et de mentorat;
- 17 500 participantes.

Les FEMMESSOR ont développé une expertise reconnue sur le plan du développement régional. Ils ont largement contribué à sensibiliser les divers intervenants économiques aux caractéristiques et aux besoins de la culture entrepreneuriale des femmes de leurs régions respectives.

L'entrepreneuriat dans les régions constitue un moyen concret d'occuper le territoire et d'y enraciner des activités économiques structurantes. Tout comme le développement de l'entrepreneuriat, l'occupation dynamique du territoire québécois est un défi constant auquel toute politique devrait répondre. Ainsi, parce que les FEMMESSOR travaillent de concert avec les agents de développement, ceux-ci axent leurs actions vers cet objectif partagé.

INVESTISSEMENTS RÉALISÉS DANS LES ENTREPRISES DE PROPRIÉTÉ FÉMININE PAR LES ORSEF ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2008 ET LE 31 MARS 2010²

Les onze FEMMESSOR ont investi au courant de ces deux années 1 955 961 \$ dans 115 projets qui ont totalisé 10 536 557 \$. Ces projets ont généré la création de 183 nouveaux emplois et ont permis d'en maintenir 282.



Retombées économiques

De la création des premiers ORSEF en régions ressources au 31 mars 2010, c'est 323 projets totalisant de 27,2 M\$ qui ont été financés. Les prêts des FEMMESSOR dans ces projets représentaient 5,2 M\$. À cette date, on pouvait donc constater que pour chaque dollar investi par un FEMMESSOR, il y avait 5,27 \$³ de retombées directes dans l'économie québécoise. Depuis 2002, les FEMMESSOR ont ainsi contribué à la création et au maintien de tout près de 1 200 emplois directs.

Profil des entrepreneures soutenues

La majorité des femmes financées par les FEMMESSOR sont âgées de 35 à 50 ans, elles ont généralement une scolarité de niveau secondaire ou collégial et sont propriétaires d'entreprises du secteur des commerces et des services dans plus de 80 % des cas.

Accompagner

Bien au-delà des activités de financement, les FEMMESSOR sont amenés à accompagner et à soutenir étroitement leurs clientes. La nature même des investissements réalisés, le niveau de risque inhérent à ces projets entrepreneuriaux nécessitent un suivi très étroit des entrepreneures.

2. Les données ont été compilées à partir du 1^{er} avril 2008 de façon à tenir compte des activités des FEMMESSOR nouvellement implantés dans les régions centres : Centre-du-Québec, Estrie, Montérégie et Montréal.

3. Notez que, plus loin, dans le rapport d'évaluation des ORSEF du MDEIE, on parle d'un effet de levier de 4,92 \$. Avec l'arrivée des nouveaux ORSEF sur le territoire, celui-ci, après évaluation, s'est chiffré à 5,27 \$.

Fait important à souligner, en plus de l'accompagnement de la clientèle ayant bénéficié d'un financement, les FEMMESSOR ont aussi la particularité de soutenir techniquement bon nombre d'entrepreneures et de travailleuses autonomes ne trouvant pas d'oreille attentive à leurs besoins.

D'avril 2008 à octobre 2009, les FEMMESSOR :

- ont répondu à plus de 1 200 demandes d'information;
- ont réalisé des interventions-conseils auprès de 765 clientes différentes;
- ont consacré près de 7 000 heures d'intervention directe auprès de la clientèle;
- ont reçu plus de 650 clientes en référence par des partenaires locaux;
- ont eux-mêmes référé leurs clientes près de 500 fois à différents intervenants.

Promouvoir et développer

Petites organisations avec de grands mandats, les FEMMESSOR :

- favorisent le réseautage des femmes en affaires;
- organisent des activités de reconnaissance;
- s'impliquent activement dans leur région respective;
- font la promotion de l'entrepreneuriat féminin auprès des partenaires, élus, autres intervenants socio-économiques et futures entrepreneures;
- organisent des formations adaptées à la réalité de leurs clientes afin qu'elles développent de meilleures pratiques d'affaires, etc.

Quelques initiatives...

- colloques annuels dans chacune des régions regroupant des centaines de participantes;
- concours et Gala Femmes d'inspiration;
- salon de l'entrepreneuriat féminin;
- fonds d'accompagnement des cheffes d'entreprises;
- contribution au concours Chapeaux les filles!;
- missions à l'étranger : Suède, Bretagne, France, Maroc, Pérou
- comité des gouverneures;
- membres des comités Femmes des Conférences régionales des élus, de chambres de commerce, d'associations de femmes d'affaires, des tables de concertation des groupes de femmes, etc.;
- participation des FEMMESSOR au Gala du Réseau des Femmes d'affaires du Québec (des lauréates en Montérégie, au Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine);
- déjeuners-causeries, dîners et soupers-conférences;
- activités de promotion lors de la Journée internationale de la femme;
- ateliers-conférences sur le financement;
- étude sur les besoins des femmes entrepreneures;
- concours Gagnez votre entreprise!;
- formation Succès Relève;
- projets d'accompagnement pour les femmes immigrantes et les minorités visibles ainsi que pour les femmes de moins de 35 ans;
- soutien à l'élaboration de dossiers de candidatures visant la participation à divers concours locaux et nationaux tel les prestigieux Prix Femme d'affaires du Québec, etc.

2.3. RAPPORT D'ÉVALUATION DES FEMMESSOR (ORSEF)

En janvier 2006, Michèle Larivière et le MDEIE ont produit un rapport d'évaluation des ORSEF portant sur la pertinence, l'efficacité et les impacts de ces organisations. Notons que ce rapport, fort concluant, a mené non seulement au renouvellement, mais aussi à la création de nouveaux ORSEF en 2006-2007, et ce, avec la recommandation et le financement du MCCCCF. Voici donc un exemple fort d'entente interministérielle qui représente une solution concrète pour l'atteinte d'objectifs communs.

Aussi, rappelons qu'une seconde évaluation des ORSEF est en cours, et cela, sous la responsabilité du MDEIE. Les résultats de cette enquête devraient être connus au cours de l'hiver 2011.

3. L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ

3.1. L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ AU CANADA

Au Canada, en 2007, un peu plus de 260 000 entreprises appartenaient en majorité à des femmes, ce qui représente 16 % des PME du Canada, dont environ 52 000 au Québec (20 %), comparativement à 114 400 en Ontario (44 %⁴). En 2007, 38 % des PME dont les femmes détiennent la majorité des intérêts existaient depuis moins de cinq ans, et seulement 16 % de celles-ci étaient détenus par des propriétaires de moins de 40 ans.

Il y a quelques années, les jeunes entreprises menées par des entrepreneures comptaient souvent moins d'employés que celles de leurs homologues masculins. Cela dit, la situation tend à évoluer, car selon les statistiques du gouvernement du Canada (Profils de financement des petites entreprises) d'octobre 2010, l'écart, à ce niveau, se rétrécit. Des constats similaires sont observés en ce qui a trait à la structure de l'actif, aux revenus totaux moyens produits, au bénéfice net avant impôts et aux capitaux propres.

De plus, notons qu'une majorité d'entrepreneures ayant exprimé des intentions de croissance ont recruté beaucoup plus que leurs homologues masculins. Force est de constater que les entrepreneures jouent dorénavant un rôle important dans la création de la richesse collective et de l'emploi.

3.2. L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ AU QUÉBEC

Quant au Québec, on remarque que les entreprises dirigées par des entrepreneures créent beaucoup plus d'emplois⁵. De 1986 à 2005, la croissance des entrepreneures-employeuses est de 97 % alors qu'aucune croissance n'a été constatée chez leurs homologues masculins⁶. Aussi, on remarque une croissance de 102 % de femmes entrepreneures sur le marché contre 26 % pour les hommes⁷.

Cet engouement pour l'entrepreneuriat chez les femmes arrive à point puisque celles-ci s'établissent en affaires en moyenne à 34 ans⁸ et que leur moyenne d'âge est de 44 ans au Québec et de 48,5 ans au Canada, âge auquel l'homme commence à se retirer du marché⁹.

Ce revirement de situation pour les entrepreneures pourrait pleinement participer à la croissance de l'entrepreneuriat au Québec s'il est encadré et soutenu par les organismes. Effectivement, malgré le discours de coulisse véhiculant qu'il n'y a pas de différence entre les hommes et les femmes d'affaires en

4. GOUVERNEMENT DU CANADA, « Profil de financement des petites entreprises », octobre 2010, p.5.

5. L'ASSOCIATION DES COMPTABLES GÉNÉRAUX ACCRÉDITÉS DU CANADA, « Favoriser la contribution des femmes entrepreneures au Canada » Sommaire, mai 2003, 7 pages.

6. RICHER, F. et L. St-Cyr (2007). « L'entrepreneuriat féminin au Québec - Dix études de cas. » Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2008, p. 47.

7. IDEM., p.47.

8. LEE-GOSSELIN, Hélène, Caroline Housieaux, Martine Villeneuve, « Réalités, besoins et défis des femmes entrepreneures de la région de la Capitale-Nationale », février 2010, p.16.

9. MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION, Direction générale des communications et des services à la clientèle, « Le renouvellement de l'entrepreneuriat au Québec, Un regard sur 2013, 2018 », 2010, p.11.

ce qui concerne leurs besoins, notre expertise terrain et les tendances observées démontrent que les femmes ajoutent un nouveau visage au modèle historique de « l'homme d'affaires ». De plus, notons que différentes recherches, notamment celles de la Banque du Canada, de l'OCDE ou de l'Association des comptables généraux accrédités du Canada, démontrent que les entrepreneures ont des comportements et des traitements différents¹⁰.

Parce que leurs entreprises sont plus jeunes, parce que l'accès au crédit pour les Québécoises est relativement récent et que la culture entrepreneuriale des « femmes d'affaires » est en plein essor et parce qu'elles portent des valeurs entrepreneuriales différentes, les entrepreneures font face à plusieurs obstacles : concentration dans des secteurs d'activités traditionnellement féminins, manque d'expérience pertinente, pénurie de réseaux d'entraide, double tâche : travail et responsabilités domestiques et familiales, accès au financement¹¹. Sans l'aide des ressources sur le terrain, celles-ci risquent de voir leur projet s'essouffler très rapidement.

Ainsi, on remarque, tant au Canada qu'au Québec, que la structure organisationnelle et financière des entrepreneures a évolué positivement. Celles-ci sont devenues, au fil du temps, des actrices à part entière de croissance économique. Pourtant, on observe toujours un retard au Québec au niveau de l'entrepreneuriat féminin par rapport à celui du Canada¹². L'Ontario, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique sont les provinces où l'entrepreneuriat féminin est le plus développé et sont aussi les provinces dites riches ayant des taux de chômage inférieurs à celui du Québec. Ce constat, fort intéressant, rend encore plus pertinent le soutien du gouvernement du Québec à notre filière « ne serait-ce que pour rejoindre la moyenne canadienne¹³ ».

3.3. RAISONS POUSSANT LES FEMMES À DEVENIR ENTREPRENEURES

Contrairement aux hommes, les femmes se lancent en affaires davantage pour répondre à des besoins personnels. La preuve en est que celles-ci font le saut un peu plus tard dans leur vie, soit vers 34 ans¹⁴, et que leur moyenne d'âge est de 44 ans. Fortes d'une expérience de travail provenant souvent des secteurs traditionnellement féminins, et déçues de la rigidité d'un emploi salarié, elles construisent un projet d'affaires qui leur permettra de concilier les diverses facettes de leur vie (familiale, personnelle et professionnelle).

De plus, on remarque que la femme se taille d'abord un style de vie personnalisé, et que la création de son propre emploi est le premier stade à l'atteinte de cet objectif. Les entrepreneures sont passionnées, créatrices et cherchent à combler un vide dans le marché. Certes, elles veulent être prospères, mais cela représente davantage un moyen qu'une fin en soi. Les femmes ont besoin d'autonomie, de liberté et de s'accomplir dans leurs rôles multiples de femme d'affaires, de femme, de mère, de conjointe, etc.

10. L'ASSOCIATION DES COMPTABLES GÉNÉRAUX ACCRÉDITÉS DU CANADA, « Favoriser la contribution des femmes entrepreneures au Canada », Sommaire, mai 2003, 7 pages.

11. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, « Portrait statistique des femmes entrepreneures », 2000, p.6.

12. MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION, « Rapport d'évaluation des organismes de soutien à l'entrepreneuriat féminin (ORSEF) », janvier 2006, p.15.

13. IDEM., p.16.

14. LEE-GOSSELIN, Hélène, Caroline Housieux, Martine Villeneuve, « Réalités, besoins et défis des femmes entrepreneures de la région de la Capitale-Nationale », février 2010, p.16.

Ambitieuses, elles veulent réussir. Intègres, elles veulent que leur « business » soit à l'image de ce qu'elles sont.

Comment définissent-elles le succès? Par la persévérance, l'équilibre, l'épanouissement personnel, l'intégrité, le plaisir, mais aussi par la satisfaction de leur clientèle, la viabilité et la rentabilité de leur entreprise, l'équipe recrutée et la reconnaissance des autres. « Bien gagner ta vie et être heureux, c'est ça avoir du succès. C'est avoir un travail qui te rend fière et te fait sentir que tu accomplis quelque chose¹⁵. » Les femmes d'affaires ont des motivations, des valeurs et une définition du succès qui leur appartiennent. Loin d'être en opposition à une entreprise forte et florissante, ces particularités doivent être comprises et acceptées. N'oublions jamais que « la femme ne veut pas la place de l'homme, elle veut sa place. »

Cela dit, parce que leurs entreprises sont plus jeunes, parce que l'accès au crédit pour les Québécoises est relativement récent et que la culture entrepreneuriale des femmes d'affaires est en plein essor, parce qu'elles portent des valeurs entrepreneuriales différentes, les entrepreneures font face à plusieurs obstacles : concentration dans des secteurs d'activités traditionnellement féminins, manque d'expérience pertinente, pénurie de réseaux d'entraide, double tâche : travail et responsabilités domestiques et familiales, accès au financement¹⁶. Sans l'aide des ressources sur le terrain, celles-ci risquent de voir leur projet s'essouffler très rapidement.

Conscients de cette réalité, les FEMMESSOR accueillent les entrepreneures à travers des valeurs qui sont les leurs. À titre d'exemple, les nouvelles mères sont fortement encouragées à poursuivre leurs démarches entrepreneuriales et cela, accompagnées de leur nouveau-né. En ce sens, celles-ci sont invitées à amener leur poupon aux formations, aux ateliers ou aux activités de réseautage. L'ambiance de nos événements, à la fois professionnelle et décontractée, permet à l'entrepreneure devenue mère de continuer à veiller à ses obligations professionnelles et familiales. L'entrepreneure est ainsi considérée comme un tout indissociable ayant des responsabilités multiples¹⁷.

3.4. ZOOM : FEMMES ET ACCÈS AU CRÉDIT

Ce n'est qu'au milieu des années 60 que la femme mariée a acquis le droit de contracter un prêt à la banque et en 1973 qu'elle a pu signer le contrat d'une hypothèque. Avant cela, il lui était impossible, voire inimaginable, d'entreprendre un projet d'affaires! Rapidement, les femmes ont pris leur destin en main. Aujourd'hui devenues des entrepreneures aguerries, les femmes doivent à leur tour négocier avec le banquier pour avoir accès à du financement. Plus conservatrices dans leur approche en ce qui a trait aux risques, celles-ci ont davantage tendance à mettre leurs économies personnelles de l'avant comme outil de financement, les mettant du coup dans une position plus vulnérable.¹⁸

15. IDEM., p.23.

16. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, « Portrait statistique des femmes entrepreneures », 2000, p.6.

17. LES CLD DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE, « Guide d'accompagnement des femmes entrepreneures », avril 2010, 54 pages.

18. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, « Portrait statistique des femmes entrepreneures », 2000, p.6.

Pourtant, on dénote que, malgré les habitudes remarquables de remboursement des femmes (taux de remboursement de l'ordre de 95 % selon une conférence de l'OCDE sur les femmes entrepreneures), celles-ci continuent d'avoir de la difficulté à avoir accès à du financement¹⁹.

D'autres facteurs expliquent l'écart entre les hommes et les femmes au niveau de l'accès au financement et de l'utilisation des leviers financiers. Les bailleurs de fonds demandent une documentation plus complète aux femmes lors du processus de demande d'emprunt, notamment pour les prévisions et l'évaluation des biens personnels et de l'entreprise. On observe que les principales raisons d'un refus concernent les sûretés, les garanties et les antécédents de crédit, et que ces raisons sont deux fois moins évoquées pour les hommes²⁰.

Il est vrai que les femmes se concentrent traditionnellement dans les secteurs plus à risque tels le commerce de détail et les services. Malgré cela, ces dernières tirent leur épingle du jeu en démontrant des habitudes de remboursement exemplaires. Notre travail de terrain nous apprend que les femmes s'endettent peu et gardent un sens du devoir et des responsabilités très élevé tout au long du remboursement.

La mission des FEMMESSOR vise d'abord et avant tout à répondre aux besoins particuliers des entrepreneures. Le financement offert a deux objectifs : le développement économique de la région et la participation à l'atteinte de l'autonomie financière de la femme. Ce deuxième volet, absent des différentes visions des banques, contribue à positionner les FEMMESSOR comme des acteurs complémentaires aux ressources déjà existantes sur le terrain. En plus d'être une solution gagnante, les FEMMESSOR agissent de manière à ce que tous les acteurs gardent leur créneau respectif. Dans ces conditions et parce que le Québec aura besoin de tous ces entrepreneurs pour relever les défis économiques des prochaines années, il est essentiel de soutenir le financement de l'entrepreneuriat féminin.

19. Deuxième conférence de l'OCDE sur les Femmes entrepreneures à la tête de PME, 29 et 30 novembre 2000, Paris.

20. GOUVERNEMENT DU CANADA, « Profil de financement des petites entreprises », octobre 2010, 23 pages.

4. L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ ET FEMMESSOR COMME STRATÉGIE À L'ATTEINTE DE L'ÉGALITÉ FEMME/HOMME

À la lumière du cahier de consultation menant au deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes, il est évident que l'entrepreneuriat féminin contribue à ce que l'égalité de droit devienne une égalité de fait, du moins, dans son domaine d'activités. Nous reprendrons ici quelques-unes des orientations proposées dans le document et démontrerons comment nos organisations participent positivement à l'atteinte des objectifs sous-jacents.

4.1. ORIENTATION 1 - POUR LA PROMOTION DE MODÈLES ET DE COMPORTEMENTS ÉGALITAIRES

Cette section explique notamment pourquoi le taux d'emploi des femmes baisse d'environ 5 % dès qu'elles deviennent mères et de 15 % lorsque la famille s'élargit à trois enfants, alors qu'il reste stable pour les pères.

À ce sujet, les FEMMESSOR ont non seulement fait la promotion de modèles féminins ayant réussi à concilier travail et famille, mais ont également mis en place des structures facilitant ce mode vie. Effectivement, nos organisations comptent sur des conseils d'administration majoritairement constitués de femmes d'affaires. En raison de leur rôle, celles-ci sont appelées à prendre la parole dans différentes activités pour incarner un modèle de réussite féminine.

À titre d'exemple, Femmessor - Montréal a formé un comité des gouverneures composé d'une vingtaine d'entrepreneures reconnues pour leur succès professionnel. Ces femmes d'influence ont tenu à apporter leur appui à la mission et aux objectifs de l'organisme en devenant notamment de véritables modèles de réussite. C'est donc avec un plaisir avoué que ces dernières partagent leurs expériences tant personnelles que professionnelles dans le cadre de déjeuners-causeries (Les Beaux-Jeudis de Femmessor).

De plus, comme discuté précédemment, les services de nos organismes, flexibles et construits en fonction des différentes responsabilités de leur clientèle, facilitent la conciliation des responsabilités familiales et du métier de femmes d'affaires. Rappelons que l'entrepreneuriat constitue souvent une réponse aux besoins de certaines femmes de concilier travail et famille. En les soutenant et en les finançant, FEMMESSOR participe à ce que ces dernières puissent atteindre leur indépendance économique.

4.2. ORIENTATION 2 - VERS L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

On observe ici l'écart persistant entre le revenu des femmes et celui des hommes, le taux d'emploi de la femme qui varie en fonction de l'âge de ses enfants et la forte proportion de mères chefs de famille monoparentale. Réitérons que les FEMMESSOR, par leur flexibilité, notamment due à l'absence de programme rigide, leur compréhension de la situation particulière des femmes, l'expérience personnelle des membres du conseil d'administration, de la direction générale et des différentes intervenantes et des

nombreuses bénévoles, sont fiers de travailler activement et concrètement à favoriser l'autonomie financière et l'égalité économique des femmes.

4.3. ORIENTATION 3 - VERS UNE MEILLEURE CONCILIATION DES RESPONSABILITÉS FAMILIALES ET PROFESSIONNELLES

On constate notamment à ce chapitre que les femmes « effectuent 19 % d'heures réelles de travail de moins que les hommes ». Véritable problématique pour un employeur, l'entrepreneure réussit quant à elle à gérer son temps en fonction d'un horaire personnalisé. Nous l'avons vu plus haut, les femmes se lancent en affaires pour répondre à des besoins de conciliation travail-famille, elles veulent être maîtres de leur temps. Dans cet ordre d'idées, FEMMESSOR, en croyant en leur projet et en leurs rêves, aide les femmes à travailler selon leur volonté. Loin de travailler moins, ces dernières devenues entrepreneures ont dorénavant la possibilité de le faire différemment. Le modèle classique « d'homme d'affaires » est résolument révolu. Il s'agit de travailler, de vivre et de se réaliser selon un plan de vie plutôt qu'un plan de carrière.

4.4. ORIENTATION 6 - VERS UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES FEMMES AUX INSTANCES DÉCISIONNELLES

« En 2008, les femmes occupent seulement 16,8 % du total des sièges disponibles dans les 1 135 postes des conseils d'administration des 95 plus grandes entreprises canadiennes ayant un siège social au Québec, et 33 (7 %) de ces entreprises ne comptent aucune femme parmi leurs administrateurs. » Données désolantes, mais non surprenantes, les femmes ont encore beaucoup de chemin à faire pour atteindre l'égalité dans les instances dirigeantes. Plafond de verre, structures à réévaluer, cooptation d'hommes par les hommes, quelles que soient les raisons, la femme doit aussi apprendre à mieux se vendre et à réaliser que siéger sur un conseil d'administration est un excellent moyen de réseauter pour sa propre entreprise. Que ce soit par le conseil des pairs ou par du codéveloppement, il s'agit toujours d'une solution gagnante et structurante.

À cet égard, les conseils d'administration des FEMMESSOR constituent un modèle de participation à la gouvernance. Symbole de réussite, les FEMMESSOR encouragent leurs clientes à prendre une part active sur des conseils d'administration de leur niveau de compétences. En plus d'offrir une occasion de réseautage fructueux, ces instances participent à l'acquisition d'un savoir-faire au niveau de l'administration, de la gestion et de la gouvernance.

4.5. RÉGIONALISATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Tout comme le taux d'entrepreneuriat féminin, la situation économique et sociale des femmes diffère d'une région à l'autre. Les modèles d'affaires des FEMMESSOR étant adaptés aux besoins de sa clientèle, nos organismes répondent aux besoins spécifiques des femmes de nos territoires. Développé initialement dans le cadre de la Stratégie de développement économique des régions ressources, le réseau doit maintenant prendre son essor dans toutes les régions du Québec.

Absent dans Lanaudière, dans les Laurentides, dans la Capitale-Nationale, à Gatineau, à Laval et dans Chaudière-Appalaches, il est urgent d'étendre les FEMMESSOR à toutes ces régions.

Flexibles dans leurs services, les FEMMESSOR adaptent leurs interventions en fonction de leur territoire. À titre d'exemple, FEMMESSOR – Nord-du-Québec, avec ses trois points de services, dessert les entrepreneures de la Jamésie ainsi que celles des communautés criées et inuits.

Enfin, rappelons que notre réseau est à la fois un exemple de soutien à l'entrepreneuriat féminin, de participation des femmes dans ses instances, et de régionalisation de ses services. Ensemble, les FEMMESSOR contribuent plus qu'activement à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

5. NOS PRIORITÉS

5.1. ÉTUDE MAJEURE DRESSANT LE PORTRAIT DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ DES DIFFÉRENTES RÉGIONS

Il existe actuellement peu de données sur l'entrepreneuriat féminin au Québec. Soulignons ici que le gouvernement du Canada a publié en octobre 2010 le *Profil de financement des petites entreprises - L'entrepreneuriat au féminin*. Ces données nous éclairent sur la taille et les habitudes financières des entrepreneures.

Au Québec, quelques études isolées se déroulent sur le terrain, mais ne constituent pas de véritables outils qui permettent d'adapter les services à cette clientèle. Les FEMMESSOR travaillent donc à partir des données générales du recensement, de mémoires de maîtrise, de thèses de doctorat, d'études effectuées par leurs partenaires et par eux-mêmes. Bien que cela donne un aperçu du visage de l'entrepreneuriat féminin, ces données ne constituent en rien des outils de mesure fiables auxquels les organismes peuvent avoir recours.

Nous pensons qu'il est de la responsabilité gouvernementale de soutenir la production d'une enquête sur le terrain afin de connaître quelle évolution l'entrepreneuriat féminin a connue, quelle proportion cela représente aujourd'hui, dans quels secteurs il y a eu concentration, quels sont les comportements des entrepreneures, etc. Une telle démarche devra être menée par un observatoire de l'entrepreneuriat féminin, comité composé de membres du gouvernement, d'organismes de soutien, de la communauté universitaire, de membres d'affaires du domaine privé et d'individus provenant de la société civile. La lumière des résultats d'un tel observatoire serait une importante contribution à l'établissement d'une véritable stratégie répondant aux réels besoins de l'entrepreneure, en lien avec tous les chaînons entrepreneuriaux, et endossant les principes de développement durable et les règles de gestions relatives à l'analyse différenciée selon les sexes.

Recommandation

Que le MCCCCF soutienne la mise en place d'un observatoire sur l'entrepreneuriat féminin dans les différentes régions du Québec afin de :

- tracer le portrait des entrepreneures;
- cerner les besoins d'accompagnement en fonction des secteurs d'activités;
- orienter le développement de politiques publiques et du soutien de l'entreprise privée;
- développer l'expertise des accompagnateurs et formateurs;
- développer un centre de recherche spécialisé;
- proposer des plans de développement;
- regrouper des données et statistiques.

5.2. FINANCEMENT DE BASE DES FEMMESSOR

Depuis leur création, les FEMMESSOR du Québec ont maintes fois fait la preuve du rôle constructif et essentiel qu'ils jouent non seulement dans le développement économique, mais dans l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes partout au Québec.

En partenariat avec les ressources locales et régionales, les pouvoirs publics et divers partenaires des milieux d'affaires, syndicaux, communautaires et institutionnels, les FEMMESSOR ont mobilisé les acteurs, réuni des fonds et mis en œuvre des services d'accompagnement, de financement et de promotion de l'entrepreneuriat féminin.

Gouvernés par plus de 150 femmes de toutes les régions dont une majorité de femmes d'affaires bien établies, les FEMMESSOR ont, à leur tour, soutenu des entreprises à travers le Québec. Les FEMMESSOR ont développé une expertise reconnue sur le plan du développement régional. Ils ont largement contribué à sensibiliser les divers intervenants économiques aux caractéristiques et aux besoins de la culture entrepreneuriale des femmes de leur région respective.

Dans le contexte des diverses mesures permettant l'égalité des chances entre les femmes et les hommes d'avoir accès à un accompagnement ou à un financement adapté, les FEMMESSOR constituent une réponse structurante au développement des projets d'entreprises, et à la construction de la relève entrepreneuriale féminine.

Recommandation

Que le MCCCCF, en collaboration avec le MDEIE, soutienne la totalité du financement de base des FEMMESSOR pour une période de cinq ans afin que ces organismes puissent mener à bien les mandats qui leur sont confiés.

5.3. DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DES FEMMESSOR

Les FEMMESSOR ont démontré leur pertinence et leur efficacité à répondre aux besoins de leur clientèle. On remarque que dans les régions où une telle organisation existe, le taux entrepreneurial féminin est plus élevé. Ainsi, dans cette optique, il est impératif de poursuivre et d'accélérer le déploiement de tels organismes sur le territoire.

De concert, en mars 2010, les onze FEMMESSOR ont créé leur réseau qui se veut un outil de concertation auprès de ses membres; de promotion de l'entrepreneuriat féminin auprès des pouvoirs publics, des partenaires et des commanditaires nationaux afin d'assurer leur développement, leur financement et leur pérennité; et comme une dotation des membres pour les différents outils de gestion.

Malgré l'annonce publique précisant la poursuite de la mise en place des ORSEF, il demeure aujourd'hui que 6 des 17 régions du Québec n'ont pas obtenu les fonds nécessaires à la mise en place de leur organisme (Québec, Gatineau, Laurentides, Lanaudière, Chaudière-Appalaches et Laval).

Recommandation

Que le MCCCCF, en collaboration avec le MDEIE, poursuive et accélère le développement du réseau des FEMMESSOR comme outil de développement économique et comme stratégie à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

5.4. FACILITER L'INVESTISSEMENT DE DONATEURS PRIVÉS

Les FEMMESSOR disposent d'un fonds d'investissement pour chaque région. Comme il a été constaté, les demandes de financement tout comme l'entrepreneuriat féminin sont en forte croissance. Pour rester un acteur économique important, le Québec doit dédier ses ressources au développement d'idées, d'entreprises, de concepts, etc. Les entrepreneures ont la volonté et la capacité de participer pleinement à ce grand chantier si elles sont encadrées selon leur réalité.

Considérant que chaque dollar investi par les ORSEF génère 5,27 \$ de retombées injectées directement dans l'économie locale, il est urgent de permettre la recapitalisation de notre fonds afin de nous permettre de poursuivre notre mission²¹.

Conscient de la nécessité de gérer de façon efficace l'argent des contribuables, le réseau FEMMESSOR a la volonté d'augmenter la capitalisation de ses fonds en sollicitant l'apport de donateurs privés. Fort de son réseau et de l'énergie déployée en ce sens, les organismes sont sûrs qu'il est possible d'atteindre les objectifs.

De cette façon, nos organisations, en partenariat avec les secteurs public et privé, viendraient en aide à davantage d'entrepreneures et participeraient pleinement et activement au développement économique, social et culturel du Québec.

L'entreprise privée étant sollicitée de toute part, les FEMMESSOR ont besoin d'un incitatif pour que ces dernières deviennent de réels partenaires d'affaires.

Recommandation

Que le MCCCFF appuie les démarches des FEMMESSOR auprès des instances gouvernementales afin que soit accordé aux donateurs privés des FEMMESSOR un incitatif fiscal tel :

- un crédit d'impôt;
- une mesure similaire au Fonds d'investissement en région (FIER);
- toute autre forme à convenir.

5.5. LA RELÈVE ENTREPRENEURIALE, C'EST AUSSI UNE AFFAIRE DE FEMMES

Le Québec aura à relever le défi démographique du vieillissement de sa population dans les prochaines années. Comme pour les autres secteurs, il manquera de jeunes pour remplacer les baby-boomers entrepreneurs. Il s'agit là d'un défi de taille pour le Québec, car, s'il veut rester compétitif dans la sphère internationale, il doit être en mesure de trouver une deuxième vie à toutes ces PME. Évidemment, la relève et la transmission des connaissances et des compétences sont les solutions logiques à cette problématique. Les enjeux sont alors multiples; transmission intergénérationnelle des connaissances, rapport émotif de l'entrepreneur avec son projet d'affaires, changement de culture organisationnelle, etc.

21. FEMMESSOR (21 décembre 2010), *Résultats*, [En ligne] Adresse URL : <http://femmessor.com/fre/resultats>

La tradition voulait que le fils aîné succède au père. Cette coutume commence à s'estomper, car c'est dorénavant le plus jeune ou la fille aînée qui prend la relève de l'entreprise familiale. Heureusement, de plus en plus d'organismes s'appliquent à répondre à ces questionnements et ces défis.

Les FEMMESSOR agissent aussi directement à garder compétitif le taux entrepreneurial du Québec. Notons que la moyenne d'âge des entrepreneures au Québec est de 44 ans. Celles-ci se lancent en affaires à un âge plus avancé souvent en deuxième ou en troisième carrière lorsque les enfants sont grands, soit au même moment où les hommes commencent à se retirer. Cette réalité bien aidante pourrait néanmoins contribuer à stabiliser le taux entrepreneurial, ou même à l'augmenter.

Pour cela, il faut soutenir financièrement, professionnellement, académiquement et moralement les entrepreneures désireuses de prendre leur place. Celles-ci représentent une solution naturelle et facile au vieillissement de la population en plus de rehausser le marché d'une expérience riche en plus d'une volonté jeune d'entreprendre un projet d'affaires. Cependant, comme mentionné précédemment, ces femmes ont des défis particuliers d'accès au financement, de réseautage, de manque d'expérience pertinente, de double tâche : travail et responsabilité domestique, etc. En ce sens, et parce que les services des FEMMESSOR ont prouvé leur pertinence sur le terrain, il faut que le gouvernement s'engage ouvertement à soutenir financièrement cette clientèle plus à risque.

Recommandation

Que le MCCCFC supporte les organismes de soutien à l'entrepreneuriat féminin pour qu'ils développent des services spécifiques à la relève.

5.6. PROMOTION DE CRÉNEAUX NOVATEURS ET NON TRADITIONNELS

Les entrepreneures se concentrent souvent dans des milieux dits traditionnellement féminins. Il est de la responsabilité des organismes de soutien à l'entrepreneuriat féminin de veiller à ce qu'elles s'investissent aussi dans d'autres domaines.

RECOMMANDATION

Que le MDEIE finance les activités de promotion de créneaux novateurs et non traditionnels pour les femmes entrepreneures. De telles activités pourraient ainsi voir le jour :

- réaliser un projet de suivi des étudiantes en formation professionnelle et technique dans les formations considérées comme traditionnellement masculines;
- organiser une activité annuelle portant sur la diversification professionnelle des filles et des femmes (concours, séminaire, colloque);
- mettre en place un programme adapté aux femmes désireuses d'accéder à l'entrepreneuriat dans le domaine des technologies innovantes;
- sensibiliser les entrepreneures potentielles aux possibilités d'affaires de divers secteurs d'activités dans lesquels les femmes ont été moins présentes, notamment ceux de la nouvelle économie;
- favoriser un plus grand recours aux nouvelles technologies, notamment par la création d'un intranet des professionnelles.

5.7. RECOMMANDATION FINALE

Des ententes spécifiques ou ententes-cadres sur la condition féminine ont été conclues dans certaines régions du Québec (Québec, Trois-Rivières, Abitibi-Témiscamingue, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine). Ces ententes ont permis l'identification d'orientations stratégiques et d'actions concertées entre les divers ministères et acteurs terrain en matière de soutien à l'entrepreneuriat féminin. Ces ententes ont notamment permis de structurer une offre d'accompagnement complémentaire et complète aux entrepreneures.

Recommandation

Que le MCCCCF amorce la mise en place d'ententes spécifiques sur l'entrepreneuriat féminin pour toutes les régions du Québec portant sur les aspects suivants :

- promotion de l'entrepreneuriat féminin;
- soutien à la formation des entrepreneures;
- amélioration de l'accessibilité au financement;
- promotion des créneaux novateurs;
- conciliation des responsabilités familiales et professionnelles;
- entrepreneuriat et groupes cibles : jeunes, baby-boomers, groupes culturels;
- renforcement des activités de réseautage;
- veille stratégique québécoise de l'entrepreneuriat féminin.

ANNEXE I - LE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ DANS LE MONDE

Une recherche bibliographique portant sur les organismes comparables au Canada et dans le monde démontre que la grande majorité des pays développés ainsi que plusieurs pays en voie de développement supportent financièrement des organismes de développement de l'entrepreneuriat féminin. Bien que les modèles privilégiés varient grandement entre les pays (incubateurs féminins, cellules d'entraide féminine, accès au microcrédit, etc.), il n'en demeure pas moins que le soutien financier du secteur public est une constante, voire un facteur clé de succès, et que la plupart des études publiées sur la filière recommandent un accroissement du financement public aux organismes de soutien à l'entrepreneuriat féminin.

Le soutien à l'entrepreneuriat féminin aux États-Unis

Au cours des 20 dernières années, la contribution des entrepreneures à l'économie américaine a connu une forte progression. Selon la *National Women's Business Council (NWBC*²²), on estime actuellement à 10,6 millions le nombre d'entreprises détenues à 50 % ou plus par des femmes, qui génèrent 19,1 millions d'emplois et 2,5 billions de revenus USD. Entre 1997 et 2004, le taux de création de nouvelles entreprises par des femmes était de 2,5 fois plus élevé que la moyenne nationale.

La NWBC a répertorié plusieurs organismes et associations qui offrent une gamme extensive de services dédiés aux entrepreneures qui ont eu un impact majeur sur le développement de l'entrepreneuriat féminin aux États-Unis. La grande majorité de ces organismes et associations sont supportés financièrement par le secteur public, notamment par le *United States Small Business Administration (USSBA)*. Ces organismes offrent notamment des services :

- de formation, de mentorat, de soutien technique et de réseautage (principalement);
- d'accès au capital de risque;
- de recherche sur l'entrepreneuriat féminin;
- d'accompagnement pour l'accessibilité au marché;
- de représentation et d'influence gouvernementale;
- de reconnaissance de femmes entrepreneures modèles;
- de certification d'entreprises détenues par des femmes entrepreneures.

Parmi ces organismes, on retrouve l'Association of Women's Business Centers²³. Les Women's Business Centers (WBC) constituent un réseau de près de 115 unités qui couvre l'ensemble des États-Unis et des territoires. Les WBC offrent des services de formation et de conseils aux femmes pour le démarrage et le développement de leur entreprise. Les WBC ont été créés et sont financés par l'Office of Women's Business Ownership (OWBO) du USSBA. La mission de l'OWBO est d'implanter et de superviser le réseau des WBC.

22. AUDACE, « Plan d'affaires 2009-2012 du réseau des ORSEF », juin 2009, p.11.

23. IDEM., p.12.

Le soutien à l'entrepreneuriat féminin en Europe

Le Réseau européen de promotion de l'entrepreneuriat féminin (WES) est un réseau qui a été créé et lancé en Suède. Il est composé de représentants des gouvernements qui, au niveau national, sont responsables de la promotion de l'entrepreneuriat féminin. Le WES compte actuellement 27 pays membres appartenant à l'Union européenne (UE), à l'espace économique européen (EEE) et au groupe des pays candidats à l'adhésion. Ses principaux objectifs sont d'accroître la visibilité des entrepreneures et de créer un climat favorable à l'accroissement du nombre de femmes à la tête d'entreprises et à l'essor des sociétés dirigées par des femmes. Depuis sa création, en 2000, le WES coopère activement avec les institutions de l'UE, et en particulier avec la Commission européenne, dans la mise en œuvre d'activités relatives à la promotion de l'esprit d'entreprise chez les femmes, telles que la recherche, la collecte d'information, l'échange de bonnes pratiques, etc. Le WES s'est engagé pleinement dans le projet *Best* intitulé « Promotion de l'esprit d'entreprise parmi les femmes », réalisé par la direction générale « Entreprises et industrie » en 2002 et 2003. Ses membres ont notamment fourni des conseils, des aides, de l'information et des contacts concernant les mesures existantes de soutien pour les entrepreneures et ont participé à l'identification de bonnes pratiques.

Dans son rapport d'activité 2005²⁴, le WES mentionne que, conformément aux domaines prioritaires indiqués dans le plan d'action en faveur de l'esprit d'entreprise, adopté par la Commission en février 2004, la plupart des contributions sont axées sur les enjeux de « l'accès au financement » et de la « création de réseaux ». Néanmoins, un grand nombre de membres du WES mentionnent également des activités supplémentaires jugées prioritaires à l'échelle de leur pays ou de leur région (par exemple des activités de tutorat, des projets éducatifs, etc.).

Ce rapport d'activité démontre que la grande majorité des États européens ont mis en œuvre et financé des programmes dédiés au développement de l'entrepreneuriat féminin.

Par exemple, l'Agence pour la création d'entreprises (APCE) du gouvernement français a annoncé en 2007²⁵, à la suite des conclusions d'une étude nationale sur l'entrepreneuriat féminin, une série de mesures dédiées à cette filière. Les actions portent entre autres sur le financement et la mise en place de formations à l'entrepreneuriat féminin, ainsi que sur le soutien financier et la mobilisation des réseaux d'accompagnement en faveur du développement de l'entrepreneuriat féminin. Toujours en France, les Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) de la République française soutiennent financièrement des organismes tels que Paris Pionnières²⁶, un incubateur au féminin de services innovants.

En Suisse, le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG) du gouvernement supporte financièrement les Cellules d'entraide²⁷. La Cellule d'entraide (CE) est un mini réseau de soutien tant professionnel que personnel : 10 à 15 cadres, indépendantes ou entrepreneures se réunissent 10 fois par an. Leur objectif principal est de s'entraider et de progresser professionnellement. En 2009, la création de cinq nouvelles CE était prévue en Suisse romande à Fribourg, dans le Jura, dans le Canton du Valais, à Genève et dans le Canton de Vaud.

24. IDEM., p.13.

25. IDEM., p.14.

26. IDEM., p.14.

27. IDEM., p.14.

De nombreuses autres initiatives en développement de l'entrepreneuriat féminin, reconnues comme les meilleures pratiques d'affaires, sont répertoriées au sein des 27 pays membres du WES. Ces initiatives touchent notamment la promotion de l'entrepreneuriat féminin (Roumanie), l'entrepreneure volante (Belgique), *Talent Check* (Autriche), Concours nationaux femmes entrepreneures (Bulgarie, Belgique, etc.), les programmes de microcrédit destinés aux entrepreneures (Finlande, Espagne, etc.), etc. Toutes ces initiatives ont en commun d'être financées en grande partie par des fonds publics.

Le soutien à l'entrepreneuriat féminin en Afrique

Les femmes entrepreneures sont de plus en plus la force motrice de beaucoup d'économies, en particulier en Afrique. Les études²⁸ montrent que les femmes africaines détiennent 50 % de toutes les entreprises, bien que ces entreprises se situent au bas de l'échelle économique. En Afrique subsaharienne, on estime que les entreprises détenues par les femmes produisent entre 60 % et 80 % des produits agroalimentaires et constituent la majorité des entreprises de l'économie informelle.

Plusieurs initiatives en faveur du développement de l'entrepreneuriat féminin en Afrique sont largement documentées, notamment les organismes de microcrédit dirigés par des femmes pour des femmes. Ces organismes sont souvent supportés techniquement et financièrement par des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ainsi que par des ONG eux-mêmes supportés par les bailleurs de fonds internationaux.

Au Togo²⁹, un exemple parmi tant d'autres, des cellules de microcrédit pour les entrepreneures sont supportées financièrement et techniquement par le Développement international Desjardins (DID) et la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) à partir de programmes d'aide mis sur pied par l'Agence canadienne de développement international.

Au Maroc³⁰, le développement d'un premier incubateur féminin a été annoncé en 2007. Baptisé « Casa Pionnières » et basé sur l'expérience « Paris Pionnières », le projet est soutenu par plusieurs partenaires gouvernementaux et organisations internationales, dont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

28. IDEM., p.15.

29. IDEM., p.15.

30. IDEM., p.15.

ANNEXE II - MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES FEMMESSOR

FEMMESSOR – Abitibi-Témiscamingue		
Lyn Pinel	Chef d'entreprise de Rouyn-Noranda Plastimoule	Présidente
Suzie Auger	Chef d'entreprise MRC Abitibi-Ouest Dépanneur LG Pétrole	Vice-présidente
Micheline Godbout	Chef d'entreprise MRC d'Abitibi Tenue de livres Micheline Godbout	Secrétaire/Trésorière
Danielle Labrie	Travailleuse Centre de femmes du Témiscamingue	Administratrice, représentante Filaction
Yolette Lévis	Représentante du Regroupement des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Administratrice
Jacqueline Goyer	Représentante syndicale dossier condition féminine Confédération des syndicats nationaux	Administratrice, représentante CSN
Nancy Lessard	Coordonnatrice du service aux entreprises CLD Abitibi-Ouest	Administratrice, représentante des CLD de l'Abitibi-Témiscamingue
Renée Massicotte	Adjointe exécutive/Conseillère développement économique MDEIE	Observatrice du MDEIE

FEMMESSOR – Bas-Saint-Laurent		
Marie-France Bergeron	Entrepreneure Boulianne Bergeron Avocats	Présidente
Ginette Couture	Entrepreneure Auberge Le Jardin de Givre	Administratrice
Françoise Demers	Entrepreneure Ferme Pierho	Administratrice
France Vallières	Entrepreneure, RS Rénovations	Administratrice
Viveka Melki	Entrepreneure Tortuga Films	Administratrice
Cindy Rivard	Entrepreneure Malt Broue	Administratrice
Lise Pelletier	Entrepreneure Les Ateliers de rénovation R.P. ltée	Administratrice
Nancy Legendre	Représentante CSN	Administratrice
Nancy Robichaud	Représentante FILACTION	Administratrice
Angèle Ouellet	Représentante CLD Kamouraska	Administratrice
Pierre Ouellet	Direction régionale MDEIE	Observateur
Carole Côté	Membre cooptée	Administratrice
Michelle Nolet	MDEIE	Observatrice

FEMMESSOR – Centre-du-Québec		
Gloria Lemire	Entrepreneure Samson Bélair Deloitte & Touche, comptables agréés	Présidente, représentante MRC de Drummond
Marie-Josée Tessier	Entrepreneure Clifford Signature	Vice-présidente, représentante MRC d'Arthabaska
Annabelle Guay	Commissaire industrielle Corporation de développement économique Bois-Francis (CLD)	Secrétaire/Trésorière, représentante de l'ARDECQ
Manon Lavigne	Entrepreneure Le Décor	Administratrice, représentante MRC d'Arthabaska
Mona Gauthier	Entrepreneure Tapaj effets promotionnels	Administratrice, représentante MRC d'Arthabaska
Marie-Claude Marcoux	Entrepreneure MC Coaching	Administratrice, représentante MRC de l'érable
Patricia Blanchette	Entrepreneure, notaire Provencher & Blanchette, notaires	Administratrice, représentante MRC de Bécancour
Sylvie Harton	Chargée du développement des fonds Filaction	Administratrice, représentante Filaction
Renée Levasseur	Vice-présidente comité exécutif Conseil central du Cœur du Québec-CSN	Administratrice, représentante CSN Cœur du Québec
Francyne Ducharme	Coordonnatrice Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec (TCMFCQ)	Administratrice, représentante - Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec
France Dumont	Direction régionale du Centre-du-Québec MDEIE	Observatrice du MDEIE

FEMMESSOR – Côte-Nord		
Ghislaine Morin	MRC Haute-Côte-Nord	Présidente
Marcelline Kanapé	MRC Manicouagan	Vice-présidente
Sarah Richard	MRC Minganie	Secrétaire/Trésorière
Nadine Boudreau	MRC Sept-Rivières	Administratrice
Lucette Mestokosho	MRC Minganie	Administratrice
Jacinthe Deschênes	MRC Caniapiscau	Administratrice
Vicki Driscoll	Basse-Côte-Nord	Administratrice
Françoise Richard	Conseil du statut de la femme Côte-Nord	Administratrice
Nathalie Ouellet	CRÉ	Observatrice
Marie-Josée Paradis	MDEIE	Observatrice

FEMMESSOR – Estrie		
Nathalie Ashby	Présidente Cible Solutions d'affaires inc.	Présidente – Femme entrepreneure (Sherbrooke)
Nancy Marcotte	Présidente M ^e Nancy Marcotte avocate-fiscaliste inc.	Vice-présidente – Femme entrepreneure (MRC des Sources)
Isabelle Blais	Présidente Pièces d'Autos Angus	Administratrice – Femme entrepreneure (MRC du Haut-Saint-François)
Lily Vallières	Vice-présidente Meunerie Milanaise inc.	Administratrice – Femme entrepreneure (MRC du Granit)
Erin Smith	Propriétaire Dépanneur Waterville	Administratrice – Femme entrepreneure (MRC de Coaticook)
Marjorie Tyroler	Directrice générale CLD de Coaticook	Administratrice – Représentante des CLD de l'Estrie
Lucie Demers	Directrice du développement des Fonds Filaction	Administratrice – Représentante de Filaction
Édith Hamel	Secrétaire générale CSN	Administratrice – Représentante de la CSN
Jean-Paul Gendron	Membre du CA de PGE	Secrétaire/Trésorier – Représentant de PGE (Pro- Gestion Estrie)
Daniel Meunier	Conseiller en développement économique MDEIE	Observateur – MDEIE (Direction régionale de l'Estrie)

FEMMESSOR – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		
Nathalie Sirois	Entrepreneure AUDACE (Haute-Gaspésie)	Présidente
Ann Clements	Entrepreneure Boutique Konjoint (Côte-de-Gaspé)	Vice-présidente
Michèle Poirier	Entrepreneure Patasol (Bonaventure)	Trésorière
Suzanne LeBlanc	Entrepreneure Les entreprises Léo LeBlanc et fils (Îles-de-la-Madeleine)	Administratrice
Cathy Poirier	Entrepreneure Fumoir Monsieur mile (Rocher-Percé)	Administratrice
Florence Gauthier	Entrepreneure Gauthier Communication (Avignon)	Administratrice
Maryse Létourneau	Représentante FILACTION	Administratrice
Mireille Labbé	Représentante CSN	Administratrice
Nathalie Henry	Représentante CLD	Administratrice
Lise Beaudry	Direction régionale MDEIE	Observatrice

FEMMESSOR - Jamésie		
Valérie Tixidor	Propriétaire et directrice Espace Virtuel	Administratrice
Catherine Gagné	Conseillère en développement économique MDEIE	Observatrice
Manon Murphy	Propriétaire Ferme d'élevage de brebis	Administratrice
Valérie Méroz	Propriétaire et directrice Centre de copies Méroz	Administratrice
Lucie Demers	Directrice de l'investissement Filaction	Administratrice
Maxime Bellier	Analyste financier Centre local de développement de la Baie-James	Administrateur
Manon Fortier	Directrice Comité condition féminine de la Baie-James	Administratrice

FEMMESSOR – Mauricie		
Martine Lessard	Entrepreneure Les Bières de la Nouvelle-France	Présidente
Maryse Baribeau	Entrepreneure Communiqu'Image	Vice-présidente
Geneviève Bédard	Agente de communication CLD Mékinac	Administratrice et représentante des CLD de la Mauricie
Éric Caya	Conseiller au développement économique MDEIE	Administrateur et représentant du MDEIE Mauricie
Lucie Demers	Chargée de développement des Fonds Filaction	Administratrice et représentante Filaction
Marie-Nathalie Genest	Entrepreneure ST Marketing	Administratrice
Stéphanie Hamel	Entrepreneure Accent Ameublements Trifluviens	Administratrice
Geneviève Hardy	Directrice de l'approvisionnement Air Média inc.	Administratrice
Josée Léveillé	Directrice générale Centre loisir Multi-Plus	Administratrice membre cooptée
Doris Paquin	Secrétaire générale Conseil central du Cœur du Québec	Administratrice et représentante CSN

FEMMESSOR - Montérégie		
Julie Carignan	Psychologue organisationnelle et associée Société Pierre-Boucher (SPB) inc. de Longueuil	Présidente
Chantal Dauray	Présidente Concerta Communications inc. de Saint-Bruno	Administratrice
Hélène Demers	Vice-présidente et directrice générale Scène Éthique inc. de Varennes	Administratrice
Francine Éthier	Présidente Boutique MODDesign inc. de Candiac	Administratrice
Anne-Marie Lussier	Associée Ranch Anne-Marie Lussier de Saint-Jean-sur-Richelieu	Vice-présidente
Carole Mallette	Vice-présidente Les Usinages Mallette inc. de Saint-Rémi	Administratrice
Rosalinda Ruiz	Propriétaire Conseils Canada-Mexique de Longueuil	Administratrice
Sylvain Berthiaume	Directeur général Centre local de développement (CLD) de Lajemmerais	Administrateur
Jaël Élysée	Coordonnatrice de fonds spécialisés Filaction	Administratrice
Sonia Godbout	Directrice générale Centre local de développement (CLD) de Longueuil	Administratrice
Ginette Laurencelle	Directrice générale Centre local de développement (CLD) de Roussillon	Secrétaire
Fernande Lévesque	Vice-présidente CSN – Conseil central de la Montérégie	Administratrice
Guylaine Maltais	Directrice des Cercles d'entraide de la Rive-Sud Centre d'aide aux entreprises (CAE) de la Rive-Sud inc.	Trésorière – présidente-fondatrice
Christiane Monast	Conseillère en développement industriel MDEIE	Observatrice

FEMMESSOR – Montréal		
Laure Cohen van Delft	Fondatrice Smart Coaching	Présidente
Ginette Péloquin	Fondatrice Ginette Péloquin - Édition-conseils-développement	Vice-présidente
Claire Bélanger	Entrepreneure Petits Gâteaux - Cupcakes	Secrétaire/Trésorière
Anne Kettenbeil	Directrice générale Association communautaire d'emprunt de Montréal	Conseillère
Roselyne Mavungu	Directrice générale Compagnie F	Conseillère
Emmanuelle Gehin	Présidente - Ozone	Administratrice
Sylvie Mercier	Groupe Masia	Administratrice
Louise Hodder	Directrice générale CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal	Administratrice
Véronique De Sève	Première vice-présidente Conseil central de Montréal CSN	Administratrice
Lucie Demers	Directrice du développement des fonds FILACTION	Administratrice
Vanessa Bellini	Conseillère en développement économique, Direction régionale du MDEIE	Observatrice du MDEIE
Farida Osmani	Agente de développement – Dossier Femmes Conférence régionale des élus de Montréal	Membre du comité aviseur
Esther Youthe	Directrice des programmes d'employabilité et d'entrepreneurs Y des femmes de Montréal (YWCA)	Membre du comité aviseur
Comité des gouverneures		
Carole Bellon	Les industries Bellon (Auvents)	
Monique Leroux	Présidente Chef de la direction, Mouvement Desjardins	
Amina Gerba	Directrice générale d'Afrique Expansion Mag, Vice-présidente de KARIDERM	
Nahid Aboumansour	Directrice générale de Petites Mains Entreprise d'insertion en couture industrielle	
Hélène Barbeau	Designer de vêtements	
Claudette Girard	Directrice des services aux entreprises collectives - Investissement Québec	
Judy Servay	Directrice générale de Robin des bois, le resto bienfaiteur	
Marie-Claire Dumas	Directrice générale CRÉ de Montréal	
Jeanine Marois	Fondatrice et présidente du Mondial de la bière	
Marie-Thérèse Fortin	Directrice Théâtre d'aujourd'hui	
Manon Carbonne	Auteure de livres pour enfants	
Monique Simard	Productions Virages	
Manon Barbe	Présidente de la CRÉ de Montréal Mairesse de l'arrondissement LaSalle, Présidente de la Commission sur le développement culturel et la qualité du milieu de vie	
Marie-Josée Legris	Présidente-directrice générale de Brisson Legris Firme-conseil en gestion de carrières	

FEMMESSOR – Saguenay-Lac-Saint-Jean		
Diane Fradet	Gestion Diane Fradet	Présidente
Sylvie Harton	Filaction	Administratrice et représentante Filaction
Caroline Leclerc	Boutique Rose bon.Bon	Administratrice
Carole Tremblay	Métro Marché D. Boutin	Administratrice
Marjolaine Auclair	Saint-Félicien Diesel	Administratrice
Nathalie Lajoie	Restaurant Apollo	Secrétaire/Trésorière
Sylvie Blackburn	CSN Conseil Central du Saguenay-Lac-St-Jean CSN	Administratrice
Diane O. Gilbert		Administratrice
Louise Bélanger	Représentante du MDEIE	Observatrice

BIBLIOGRAPHIE

AUDACE, « Plan d'affaires 2009-2012 du réseau des ORSEF », juin 2009, 51 pages.

Deuxième conférence de l'OCDE sur les Femmes entrepreneures à la tête de PME, 29 et 30 novembre 2000, Paris.

FEMMESSOR (21 décembre 2010). *Résultats [En ligne]* Adresse URL : <http://femmessor.com/fre/resultats>

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, « Portrait statistique des femmes entrepreneures », 2000, 68 pages.

GOUVERNEMENT DU CANADA, « Profil de financement des petites entreprises », octobre 2010, 23 pages.

L'ASSOCIATION DES COMPTABLES GÉNÉRAUX ACCRÉDITÉS DU CANADA, « Favoriser la contribution des femmes entrepreneures au Canada », sommaire, mai 2003, 7 pages.

LEE-GOSSELIN, Hélène, Caroline Housieaux, Martine Villeneuve, « Réalités, besoins et défis des femmes entrepreneures de la région de la Capitale-Nationale », février 2010, 108 pages.

LES CLD DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE, « Guide d'accompagnement des femmes entrepreneures », avril 2010, 54 pages.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION, Direction générale des communications et des services à la clientèle, « Le renouvellement de l'entrepreneuriat au Québec, Un regard sur 2013, 2018 », 2010, 26 pages.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION, « Rapport d'évaluation des organismes de soutien à l'entrepreneuriat féminin (ORSEF) », janvier 2006, 115 pages.

RICHER, F. et L. St-Cyr (2007). « L'entrepreneuriat féminin au Québec - Dix études de cas. » Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2008, 306 pages.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, Gouvernement du Québec, « Un avenir à partager : La politique en matière de condition féminine. », 1993.

Appui aux Femmessor du Québec !

Un maillon essentiel de la stratégie entrepreneuriale, au développement économique des régions et à la politique gouvernementale :

« Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait »

Relativement nouveau dans l'histoire du Québec, l'entrepreneuriat féminin commence à peine à prendre son essor dans le monde des affaires. Cette situation est attribuable à plusieurs causes dont celle qui rendait les femmes mariées incapables, juridiquement, d'administrer elles-mêmes leurs propres biens et de faire l'exercice officiel des affaires. En fait, jusqu'au début des années 60, on voyait les activités entrepreneuriales des femmes comme « le prolongement de leurs responsabilités familiales dans un esprit de collaboration avec leur conjoint ».

C'est à la suite du rapport intitulé « Entreprendre au féminin » (Novembre 1997) et dans la foulée du FIEF Côte-Nord (ancêtre des ORSEF), que l'histoire des organismes régionaux de soutien à l'entrepreneuriat féminin a débuté.

Voyant ainsi le potentiel entrepreneurial des femmes être sous-utilisé, de concert avec FILACTION comme partenaire financier, le Ministère du Développement Économique de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) a choisi en 2003, dans le cadre de la politique de soutien aux régions ressources, de soutenir les opérations de six Organismes Régionaux de Soutien à l'Entrepreneuriat Féminin (ORSEF). Suite aux résultats concluants de l'impact des activités des ORSEF, sous l'initiative du Secrétariat à la condition féminine du Ministère de la Culture, des communications et de la condition féminine (MCCCF), dans le cadre de la politique pour l'égalité, cinq autres organismes étaient créés.

Faisant maintenant partie d'un paysage économique québécois créatif qui ne saurait se passer des initiatives entrepreneuriales féminines, les 11 ORSEF se sont dotés de l'appellation commune FEMMESSOR - RÉUSSIR EN AFFAIRES, afin d'unifier leurs actions, de faciliter leur reconnaissance et leur accessibilité auprès des femmes entrepreneures. De concert, en mars 2010, les onze FEMMESSOR ont créé leur réseau.

Depuis leur création les Femmessor du Québec ont maintes fois fait la preuve du rôle constructif et essentiel qu'elles jouent, non seulement dans le développement économique mais, dans l'atteinte de l'égalité entre les hommes et les femmes partout au Québec.

En partenariat avec les ressources locales et régionales, les pouvoirs publics et divers partenaires des milieux d'affaires, syndicaux, communautaires et institutionnels, les Femmessor ont mobilisé les acteurs, réuni des fonds, mis en œuvre des services d'accompagnement, de financement et de promotion de l'entrepreneuriat féminin.

Gouvernés par plus de 150 femmes de toutes les régions, dont une majorité de femmes d'affaires bien établies, les Femmessor ont, à leur tour, soutenu des entreprises de partout au Québec dont voici les principaux résultats :

- 5 700 000 dollars répartis en 363 prêts;
- 1 162 emplois créés et maintenus;
- 1 700 entrepreneures ayant bénéficié de nos services;
- 374 000 activités de promotion, formation, réseautage et mentorat;
- 17 500 participantes.

Les Femmessor ont développé une expertise reconnue sur le plan du développement régional. Ils ont largement contribué à sensibiliser les divers intervenants économiques aux caractéristiques et besoins de la culture entrepreneuriale des femmes dans leur région respective

Dans le contexte des diverses mesures, permettant l'égalité des chances entre les hommes et les femmes d'avoir accès à un accompagnement ou à un financement adapté, les Femmessor constituent une meilleure réponse aux besoins des projets d'entreprises et de la construction de la relève entrepreneuriale féminine.

Les onze FEMMESSOR constituent dorénavant un réseau proactif dont les initiatives favorisent l'égalité économique des femmes. Seule mesure de développement économique de la politique Égalité du gouvernement du Québec, ils s'inscrivent de plus, dans l'axe d'intervention du MDEIE qui est de renouveler la base entrepreneuriale du Québec par, entre autres actions, le soutien de l'entrepreneuriat auprès de clientèles spécifiques.

L'engagement et le soutien financier du MDEIE et du MCCCF ont été une condition essentielle de la reconnaissance, de la crédibilité et de la réussite des Femmessor. Les protocoles viennent à échéance prochainement et le renouvellement de ces ententes est important.

Nous joignons nos voix pour demander aux ministres Clément Gignac et Christine St-Pierre, de renouveler les ententes avec les 11 Femmessor du Québec et de poursuivre le développement du réseau tel que prévu afin de permettre la poursuite et le développement de l'entrepreneuriat féminin.

Ont signé ce texte :

Partenaires

Claudette	Carbonneau	Présidente	Confédération des Syndicats Nationaux (CSN)
Pierre	Partry	Secrétaire-trésorier	Confédération des Syndicats Nationaux (CSN)
Ruth	Vachon	Présidente directrice générale	Réseau des femmes d'affaires du Québec
Roselyne	Mavungu	Présidente	Réseau Québécois du crédit communautaire
Frédérique	Clavel	Présidente	Fédération Pionnières et Paris Pionnières, France
Claudette	Girard	Directrice de portefeuille principale	Investissement-Québec
Marcelline	Picard	Experte	Affaires autochtones, ex Chef Conseil de Bande Pessamit
Marc	Deslauriers	Directrice Générale	CORPEX (Corporation régionale pour l'exportation)
Nancy	Legendre	Présidente	Conseil Central CSN Bas-Saint-Laurent
Sylvie	Blackburn	Administratrice	Conseil Central CSN Saguenay-Lac-Saint-Jean
Cynthia	Gauthier	Présidente	Association des femmes en Affaires Lac-Saint-Jean Est
Colette	Marcotte	Directrice	Conseil du Statut de la Femme
Brigitte	Michaud	Coordonatrice	Table de concertation des groupes des femmes - Bas-Saint-Laurent
Marie-Thérèse	Forest	Coordonatrice	Table de Concertation des Groupes de Femmes - Femmessor Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine
Liette	Moreau	Administratrice	Table Concertation du Mouvement des Femmes Mauricie
Joanne	Blais	Coordonatrice	Table Concertation du Mouvement des Femmes Mauricie
Josiane	Gagnon	Agente de projets	Table Concertation du Mouvement des Femmes Mauricie
Lili	Simard	Mairesse	Ville de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix
Diane	O. Gilbert	Administratrice	Récif 02
Jean-Claude	Cyr	Coordonateur	Accès Micro-Crédit Baie-des-Chaleurs
Geneviève	Chevalier	Conseillère en crédit communautaire	Accés Micro-Crédit Baie-des-Chaleurs
Andrée	Côté	Directrice générale	Caisse Desjardins de Tracadieèche
Céline	Dallaire	Formatrice	CDR Groupe-Conseil
Claire	Gaudet	Directrice générale	Chambre de Commerce des Îles et Fédération des Chambres de Commerce du QC
Maurice	Quesnel	Directeur général	Chambre de Commerce MRC Bonaventure
Sonya	Cauvier	Directrice	Chambre de Commerce MRC du Rocher-Percé
Nathalie	Henry	Conseillère en développement	CLD de Bonaventure
Josiane	Doyle	Agente de développement	CLD Îles-de-la-Madeleine
Judy	Legault	Analyste financière	CLD Îles-de-la-Madeleine
Valérie	Loiseau	Directrice	CLD Îles-de-la-Madeleine
Linda	Barriault	Conseillère, services aux entreprises	Desjardins, Centre Financier aux Entreprises
Eillen	Perry	Répondante à la condition féminine	Diocèse de Gaspé
Lyne	Lebrasseur	Directrice générale	SADC Baie-des-Chaleurs
Mario	Cotton	Directeur général	SADC de Gaspé
Richard	Marin	Directeur général	SADC de Gaspé-Nord
Andrée	Roy	Directrice générale	SADC Rocher Percé
Micheline	Pelletier	Maire	Ville de Sainte-Anne-des-Monts
Joanie	Arsenault	Conseillère en marketing	Journal Graffiti
Francine	Dugas	Représentante publicitaire	Journal Le Riverain
Isabelle	Bordeleau	Directrice générale	Forum Jeunesse Mauricie
Louise	Boulay	Agente de recherche	Emploi Québec Mauricie
Nicole	Bergeron	Directrice générale	Pro-Gestion Estrie

Entrepreneurs

Amina	Nleung-Gerba	Présidente directrice générale	Afrique Expansion et Laboratoires Kariliss Inc.
Nahid	Aboumansour	Directrice Générale	Petites-Mains - Entreprise d'insertion
Jeanine	Marois	Présidente directrice générale	Mondial de la Bière
Claudette	Bouchard	Entrepreneure	Bijouterie aux Pierres Fines
Suzanne	Maltais	Travailleuse autonome	Cogestec
Diane	Montour	Directrice	Femmes Production Industrielle
Julie	Plamondon	Entrepreneure	Design Graphique Julie Plamondon
Sandy	Toress	Travailleuse autonome	Toress Révision Rédaction Recherche
Stéphane	Hamel	Entrepreneure	Accent Meubles
Geneviève	Hardy	Entrepreneure	Hardy Filtration
Maryse	Baribeau	Entrepreneure	Communiqu'Image
Martine	Lessard	Entrepreneure	Brière de la Nouvelle France
Marie-Nathalie	Genest	Entrepreneure	ST Marketing
Marie-Claude	Brière	Entrepreneure	Agence-conseil MCBrière
Josette	Boudreau	Entrepreneure	AJ Transitions
Annie	Côté	Entrepreneure	AnnieMalerie
Guylaine	Blais	Entrepreneure	Auberge des caps
Nathalie	Sirois	Entrepreneure	Audace
Isabelle	Cormier	Entrepreneure	BMR - J.A. Cormier et Fils Inc.
Marie-Ève	Bourque	Entrepreneure	Boutique Globe-Trotter, Artisans du monde
Ann	Clement	Entrepreneure	Boutique Konjoint
Isabelle	Hubert	Entrepreneure	Café Luna
Danielle	Landry	Entrepreneure	Camping aux Flots bleus
Lise	Lépine	Entrepreneure	Chenil des caps, pension canine
Anie	Vigneault	Entrepreneure	Clinique dentaire Boudreau-Vigneault
Élaine	Audet	Entrepreneure	Clinique dentaire Élaine Audet
Karola	Isabel	Entrepreneure	Concept K
Janie	Gauthier	Entrepreneure	Ateliers J'Art
Marie-Christine	Bouchard	Entrepreneure	Clinique de Physiothérapie Marie-Christine Bouchard
Carole	Tremblay	Entrepreneure	Métro Marché D.Boutin
Dominique	Royer	Entrepreneure	Garage Fernand Desgagné
France	Fradette	Entrepreneure	Résidence Lajoie
Sonia	Bérubé	Avocate	Cain Lamarre Casgrain Wells
Sandra	Allaire	Entrepreneure	Esthétique Sandra Allaire
Brigitte	Bastien	Entrepreneure	Savonnerie Carpe Diem
Francine	Beaudet	Entrepreneure	Centre des Roses
Lise	Diamond	Directrice	Usana
Marie-Claude	Gaudet	Travailleuse autonome	Financière Sunlife
Marie-Claude	Guilbert	Entrepreneure	Groupe Conseils MCG
Mylène	Leclerc	Entrepreneure	Salon de Toilettage 4 Pattes
Diane	Fradet	Propriétaire	Gestion Diane Fradet
Nathalie	Lajoie	Propriétaire	Restaurant Appolo
Carole-Anne	Gillis	Biologiste et entrepreneure	Confluence - Écosystèmes aquatiques
Mélanie	Guérette	Entrepreneure	Contact
Nathalie	Magny	coordonnatrice	Coopérative Rue de la Cité
Hélène	Ouellet	Entrepreneure	Cusimer (1991) inc
Hélène	Tremblay	Entrepreneure	Designer intérieur
Rose-Marie	Fullum	Entrepreneure	Encadrement Bourdages
Suzanne	LeBlanc	Entrepreneure	Entreprises Léo LeBlanc
Nadine	Lévesque	Entrepreneure	Espace 2000
Magalie	Pouliot	Entrepreneure	Exploitation Jaffa inc.
Hélène	Morin	Directrice	Femmes en Mouvement
Michelle	Secours	Entrepreneure	Frètt Design
Élaine	Poirier	Entrepreneure	Gaspa vidéo inc
Nicole	Cyr	Entrepreneure	Gaspé Fleuriste inc.
Natalie	St-Onge	Entrepreneure	Gaspésie Hyundai
Sylvie	Landry	Entrepreneure	Gîte à l'Abri du Clocher
Stéphanie	Turcotte	Entrepreneure	Kayak Baie-des-Chaleurs
Linda	Renaud	Entrepreneure	La Brume de mer
Ariane	C. Arsenault	Entrepreneure	La fille de la mer
Andrée-Claude	Perry	Entrepreneure	La maison Carter, Auberge sous les arbres
Manon	Derocher	Entrepreneure	La voix des mots

Lyne	Ouillon	Entrepreneure	Le coin du travailleur enr.
Lydia	Martin-Bérubé	Entrepreneure	Le Vaisseau d'Arts
Isabelle	Rioux	Entrepreneure	Les ateliers du Funambule
Véronique	Lévesque	Entrepreneure	LeVert Jardin
Danielle	Labrosse	Entrepreneure	L'Imprévu, cadeaux corporatifs et trophées
Line	Arsenault	Entrepreneure	L'Omirlou
Cindy	Poirier	Entrepreneure	Ô vent des Îles
Caroline	Poirier	Entrepreneure	Organisations sans tracas
Michèle	Poirier	Entrepreneure	Patasol
Carole	Cormier	Entrepreneure	Pensée Santé
Ann	Smith	Entrepreneure	Québec Sporting Inc.
Lucie	Fauteux	Entrepreneure	Rédaction professionnelle
Chantale	Bordeleau	Entrepreneure	Révisart
Éveline	Trépanier	Entrepreneure	Sentez-vous bien cie.
Hélène	Cain-Bourget	Entrepreneure	Serres Petite Rosée
Anne-Marie	Audet	Entrepreneure	Service de psychoéducation
Marie-Josée	Breton	Entrepreneure	Tilia Yoya et santé globale
Guylaine	Leblanc	Entrepreneure	Travailleuse sociale en pratique privée
Marie-Claude	Harvie	Intervenante, coordonnatrice	Local des services 16-30
Nicole	Légaré	Entrepreneure	Centre d'Esthétique Nicole Légaré
Suzanne	Maitre	Entrepreneure	Galerie d'Art Maistre
Maryse	Gagnon	Copropriétaire	Dépanneur Métabetchouan
Linda	Décoste	Copropriétaire	Auberge-Bistro Rose & Basilic